

Le budget—M. Hovdebo

la crise agricole frappant les agriculteurs, il proposerait une mesure qui a du mordant. Au lieu de cela, nous apprenons que ces comités détermineront si une entente est possible entre l'agriculteur et ses créanciers et s'efforceront de faciliter un accord volontaire entre les parties. Cette proposition n'a aucun mordant; en fait, elle ne constitue rien de plus qu'une occasion pour l'agriculteur de discuter avec son banquier en la présence d'un tiers. Cela ne contribuera pas à résoudre le problème de l'endettement.

Comme troisième mesure visant à venir en aide aux agriculteurs, le gouvernement mettra sur pied un programme de réorientation des agriculteurs pour les aider à sortir de l'agriculture. Tout comme l'exemption de \$500,000 sur les gains en capital, il s'agit d'une mesure visant à les aider à sortir de l'agriculture. Il n'y a rien de mal à cela, mais on se demande dans quelle mesure il aurait mieux valu les aider à survivre en tant qu'agriculteurs. Le ministre de l'Éducation de la Saskatchewan a déclaré récemment à Regina que le ministère de l'Agriculture reconnaissait que certains agriculteurs ne seraient pas capables de le demeurer. Je suppose que nous le reconnaissons tous, mais petit à petit le gouvernement convainc la population canadienne qu'elle n'a pas besoin d'autant de fermes qu'il en existe à l'heure actuelle. Le premier ministre de la Saskatchewan a dit, avant d'accéder à ses fonctions, qu'un agriculteur sur trois devait disparaître parce que son exploitation n'était pas rentable. Les Canadiens ne veulent pas voir diminuer le nombre des fermes. L'exploitation agricole familiale est un mode de vie. Nous voulons que le gouvernement nous aide à préserver ce mode de vie. Le gouvernement adopte une attitude presque diamétralement opposée. Il dit que les fermes doivent s'établir sur une base rentable, sinon elles devront disparaître. Nous ne payons pas les agriculteurs pour les denrées qu'ils produisent. Nous ne les aidons pas à rembourser leurs dettes pour les garder en activité.

Je voudrais traiter de quelques autres aspects du budget. Les producteurs de tabac vont recevoir une aide financière pour rester en agriculture mais pour produire d'autres récoltes. Ce programme est très méritoire.

La dernière mesure agricole du budget est le rabais de taxe sur les carburants. La situation est très décevante car les députés ministériels ont reconnu, ce que savent tous les agriculteurs du pays, que le carburant est devenu un coût majeur. Tout abaissement des coûts de production—engrais, produits chimiques, taux d'intérêt ou carburant—peut contribuer à la survie des exploitations agricoles. Les syndicats du blé des Prairies, la Western Canadian Wheat Growers Association, le Syndicat national des cultivateurs et d'autres ont supplié le gouvernement d'agir afin d'éliminer totalement les taxes sur les carburants utilisés dans les industries primaires, particulièrement en agriculture. Il faudrait supprimer ces taxes et réduire le coût du carburant pour en amoindrir l'impact sur les profits des agriculteurs. Le terme «profit» ne s'emploie pas souvent en agriculture de nos jours parce que les agriculteurs qui en font sont rares. Ils essaient de se maintenir à flot, sans plus.

Je passe maintenant à ce qui ne figure pas dans le budget. Au lieu de secourir les agriculteurs, le gouvernement les attaque. Il y a de petites choses comme la suppression des circuits postaux ruraux. Ces circuits existaient dans les régions rurales depuis longtemps. Non seulement ils sont éliminés,

mais les agriculteurs devront désormais payer la location de boîtes postales en ville où ils iront chercher leur courrier. Au lieu de la livraison du courrier gratuite à la ferme, ils auront 35 ou 45 milles à parcourir pour aller chercher leur courrier en ville et, naturellement, ils devront acquitter les frais de location de leur boîte postale. Comparons ce service à la livraison du courrier à domicile qui est offerte aux citadins qui n'ont pas à payer la location de boîtes postales.

Le gouvernement a pris des mesures restreintes pour réduire les taux d'intérêt, mais il aurait pu faire davantage. Il aurait pu réduire les coûts de production irréalistes, mais il n'a rien fait à cet égard. Il aurait pu faire quelque chose contre les faibles prix des denrées, mais il n'a rien fait. Il aurait pu éliminer les taxes sur le carburant. Il a apporté une aide restreinte en continuant de verser le rabais de 3c., mais le prix du carburant a augmenté de beaucoup plus au cours de la même période. Il aurait pu affecter plus de fonds à la recherche.

A propos de recherche, il était très étonnant d'entendre le ministre et d'autres députés de la majorité dire que les fonds consacrés à la recherche en agriculture étaient accrus. Nous des Prairies nous sommes fait dire que les effectifs devaient être réduits d'au moins 35 employés et que le budget diminuait de 4 p. 100. Le résultat net sera l'abolition de plusieurs programmes dont nous souhaitons le maintien. Nous avons eu une réaction négative dans le domaine de la recherche, peut-être à un moment où le secteur agricole en a le plus besoin.

● (1230)

Il y a des mesures qui aident les agriculteurs à abandonner la terre, ce qui est dans une certaine mesure un constat d'échec, mais je félicite le gouvernement d'avoir fait cet effort. C'est une façon humaine de résoudre un problème que les établissements financiers règlent par une opération inhumaine.

Je pourrais consacrer beaucoup plus de temps à ce sujet, monsieur le Président, mais vous avez signalé que mon temps de parole est pratiquement écoulé. Si nous avons le temps, il serait intéressant de voir comment la dette nationale de 225 milliards s'est formée. Ce n'est pas à cause des agriculteurs. Je sais que le député de Red Deer (M. Towers) me donnerait raison. Les agriculteurs ne sont responsables que d'une infime partie de la dette nationale.

Ce sont les sociétés, et pas les agriculteurs, qui sont responsables de la dette nationale. Pourtant, les agriculteurs doivent payer comme vous et moi, et comme tous les autres citoyens.

J'ose espérer que, grâce à notre effort et à celui du gouvernement, nous aurons une idée plus réaliste de ce que nous pouvons faire du déficit, de la façon de s'en débarrasser et de la façon de remettre l'économie dans la bonne voie et de permettre ainsi aux agriculteurs de survivre.

M. Taylor: Monsieur le Président, je voudrais parler d'un ou deux commentaires du député, puis poser une question au député de Prince-Albert (M. Hovdebo).

Le député semblait insinuer que le gouvernement progressiste conservateur du Canada était adversaire de l'exploitation agricole familiale. C'est totalement faux. Aucun gouvernement fédéral n'appuie l'exploitation agricole familiale et ne se rend compte de la nécessité de la maintenir plus que lui.

Par ailleurs, aucun gouvernement n'a essayé de s'attaquer à la racine du problème des agriculteurs d'aujourd'hui. Si nos agriculteurs arrivaient à obtenir pour leurs denrées un prix